

Synthèse : La crise asiatique de 1997 et son dépassement : quelles leçons pour l'économie mondiale ?

1. La crise financière en Asie

a. La crise

Une crise financière, mais également un dysfonctionnement dans l'industrie.

La monnaie Thaïlandaise, le baht, est rattachée au dollar et appréciée vis-à-vis du yen. Le baht est alors détaché du dollar, mais au lieu de flotter tranquillement, le baht a sombré, perdant la moitié de sa valeur sur une période très courte. Les mêmes signes de tensions sont apparus en Indonésie, aux Philippines et en Malaisie. La crise s'est alors étendue en Corée, au Brésil et à la Russie.

Cette crise financière se double d'une dimension industrielle, dont les signes étaient visibles un an avant la crise. On peut noter comme « cause industrielle », l'accumulation de capacités de production industrielle excédentaires sans pour autant disposer de l'expertise technique ; ceci renforçant la dépendance des pays asiatiques vis-à-vis des technologies importées, rendant l'innovation plus difficile dans des secteurs où la compétitivité s'émoussait fatalement. Les entreprises se sont alors surendettées, dans des projets pas forcément judicieux : en Corée, les chaebols ont atteint des ratios d'endettement de 500%, selon une politique entrepreneuriale préférant l'expansion d'activité à l'engrangement de bénéfices, tout en tenant à l'écart de leurs activités la plupart des PME locales. Ces PME perdant peu à peu pied... La crise financière a alors révélé les dysfonctionnements industriels que nous venons de citer.

b. Les pays touchés

La crise asiatique de 1997 peut être interprétée comme une crise monétaire et financière qui s'est propagée dans les pays de l'ASEAN, après une décennie de forte croissance. L'une des causes premières de cette crise réside dans une appréciation des monnaies asiatiques (liées au dollar) qui a provoqué une perte de compétitivité et une dégradation des balances commerciales dans des pays comme la Thaïlande et la Malaisie. D'autres causes essentielles sont des endettements intérieurs et extérieurs souvent excessifs ; mais également un recours important aux investissements étrangers de portefeuille, par nature plus volatile que les investissements directs étrangers (IDE) et à des proportions pouvant aller jusqu'à 3 fois le nombre de ces derniers.

c. Les pays non-touchés, mais qui auraient pu l'être

Certains pays asiatiques n'ont pas été touchés, comme la Chine, dont la monnaie n'est pas convertible.

La crise asiatique aurait pu se déplacer, simplement par des éléments psychologiques, vers le Japon et les États-Unis, ce qui aurait été une catastrophe économique mondiale, car le niveau de la bourse américaine était à un niveau très élevé.

d. Solutions et réformes : le dépassement de la crise

La solution proposée par le FMI se décline en 3 points applicables sur les pays touchés par la crise : 1. Réduction du rythme de croissance. 2. Ouverture des systèmes financiers. 3. Poursuite de la déréglementation des économies et de l'ouverture sur l'extérieur.

Pour remédier à cette crise, les pays de l'ASEAN ont, en plus de l'aide internationale, lancé des réformes impressionnantes, visant à réformer le secteur financier et à améliorer le

tissu industriel national. Sur le plan financier, on trouve une privatisation et une libéralisation des régimes applicables à l'investissement. Quant au plan industriel, on améliore la gouvernance et on favorise l'innovation dans les grandes entreprises ; et on accorde une place plus importante aux PME dans le paysage industriel.

De ces réformes et de la coopération mondiale pour résoudre cette crise résulteront les bases de marchés plus ouverts et concurrentiels ; ce qui sera une victoire pour les pays asiatiques qui ont subi la crise de 1997, mais également pour l'ensemble des pays à l'échelle mondiale.

e. Conséquences « positives » de la crise

La dévaluation des monnaies entraîne une amélioration de la compétitivité des exportations, favorisant ainsi un ralentissement de l'inflation dans les pays de l'OCDE.

La crise provoque une restructuration du secteur financier, ainsi qu'une évolution vers une plus grande transparence dans l'intervention économique des gouvernements. Ces restructurations ont également eu lieu dans plusieurs secteurs par le biais de fusions et acquisitions, notamment dans le secteur de l'industrie pétrolière.

En fait, il semblerait que cette crise puisse être considérée comme une phase de transition obligatoire dans une dynamique de croissance ; passant d'un accroissement des facteurs de production, mais sans gain de productivité, à un futur véritable gain de productivité, comme le suppose P. Krugman dans son livre « The Myth of Asian Miracle ».

Enfin, la crise va permettre un recentrage ainsi qu'une spécialisation des firmes dans certains secteurs d'activité, dans un contexte de concurrence renouvelée. De plus, les firmes étrangères (pour la plupart américaines, car bénéficiant de la force du dollar qui joue le rôle de monnaie-refuge) auront tendance, de part la baisse des cours boursiers et des mesures d'ouverture des secteurs financiers, à prendre des prises de participations dans les entreprises locales, voire à effectuer des achats globaux de sociétés locales. L'influence américaine sera donc renforcée en Asie, au détriment du rôle des européens dans cette région ; ceci étant manifestement dû à une perception négative des européens sur l'évolution économique de l'Asie du Sud-Est.

Nous remarquons enfin un mythe qui explose : l'idée suivant laquelle certains pays sont durablement gagnant au jeu de la mondialisation.

2. Etude de 2 pays qui ont subi la crise

a. La Corée du Sud : une reprise surprenante

De part la présence des cheabols (conglomérats industriels et financiers), le cas de la Corée est particulier. En effet, les bases de la crise coréenne se trouvent dans de cheabols, grands groupes qui à cause de leur endettement extravagant supporte mal les ralentissements de croissance. De plus, comme nous l'avons vu précédemment, les cheabols se sont largement focalisés sur l'expansion d'activité délaissant la formation de bénéfices, ce qui leur est reproché comme ayant construit un capitalisme sans profit. La situation financière des cheabols était très alarmante avant même que la crise asiatique n'éclate.

Il faut rajouter à ce paysage industriel, une situation politique particulière (campagne électorale) qui a eu pour conséquence un appel au FMI et aux Etats-Unis assez tardif (dans le but de financer et de ré-échelonner les crédits)

La crise s'installe alors : la consommation privée s'effondre, les immatriculations chutent de 40%, l'investissement de 25%, le chômage augmente de presque 0% à 9%, etc.

Mais la forte dévaluation a une conséquence positive sur l'industrie sud-coréenne : ces industries, qui exportent entre 50 et 90% de leur production, sont devenues plus compétitives ; de plus, elles ont un appareil industriel assez conséquent, car investi avant la crise.

Les exportations augmentent à l'image des automobiles : on assiste à un doublement en 2 ans des parts de marché des voitures sud-coréennes sur marché européen. Du fait de cette amélioration, les importations ré-augmentent en 1998 et la consommation repart en 1999, sous l'impulsion des ménages les plus aisés. Le cercle vertueux semble se ré-enclencher : la consommation augmente, les salaires augmentent également (ils restent cependant à leur niveau d'avant crise), la confiance revient.

Quant à la réaction des chebols, elle est la suivante : ils s'efforcent de réduire leur taux d'endettement tout en effectuant un recentrage sur leur cœur de métier. Ce courant contraire à la diversification se concrétise par des joint-ventures, des consortiums, des fusions de parties de chebols se trouvant dans le même secteur d'activité (Exemple : la fusion de Hyundai Electronics et LG Semicon). De plus, la gouvernance des chebols sera responsablement plus impliquée que par le passé dans la vie des groupes industriels.

Cette reprise industrielle est également pour partie technique (augmentation des stocks qui furent bradés pendant la crise) et s'explique aussi par les effets combinés de la dévaluation, la baisse des taux d'intérêt et par la relance fiscale.

b. La Malaisie : contrôle des capitaux

La Malaisie a affronté la crise d'une manière différente : par le contrôle des capitaux.

À l'encontre de la majorité des pays touchés par la crise, la Malaisie n'a pas fait appel au FMI, et a préféré affronter seule la crise. Les dirigeants, qui souhaitaient s'affranchir politiquement des marchés financiers internationaux ont donc décidé de mener une politique de contrôle des capitaux. Ce contrôle a restreint les ventes et achats internationaux d'actif financiers.

En fait, cette décision est plus liée à des facteurs politiques qu'économiques. Le président malaisien a en fait congédié son ministre des finances, qui lorsqu'il était en fonction, jouissait d'une importante popularité à Wall Street et était le symbole du lien entre la Malaisie et la communauté internationale. L'évincement du ministre correspond étrangement à un jour près avec la mise en place de la politique de contrôle des capitaux et l'arrestation et la condamnation dudit ministre.

De plus, il semblerait que la mise en place de cette politique eu plus pour effet d'éviter une nouvelle crise (potentiellement nationale et en 1998) que de gérer celle passée (1997) dont l'ensemble des pays touchés (dont la Malaisie) semblaient de toute façon sortir. Le contrôle des capitaux alors instauré a, en réalité, permis au gouvernement de réajuster l'équilibre des pouvoirs politiques tout en évitant de nouvelles fuites des capitaux.

Retenons également que le contrôle des capitaux s'est traduit par un succès en Malaisie car le pays réunissait l'ensemble des facteurs nécessaires : un bon niveau de réserve de change, une dette externe faible et un degré d'institutionnalisation élevé. Ce sont des pré-requis obligatoires, dont peu de pays disposent, rendant cette politique difficilement menable par d'autres pays

3. Corée du Sud : la crise menace-t-elle à nouveau ?

Nous avons vu précédemment le cas de la Corée du Sud. Mais une crise générée par la scission du « pays » – Corée du Nord et Corée du Sud – ne peut-elle pas engendrer une nouvelle crise ?

Nous savons que la Corée du Nord a subi un arrêt de son approvisionnement en pétrole, suite à son intention de se doter de l'arme nucléaire. Un risque de pénurie énergétique, ajouté à son sentiment d'isolement politique, ne pourrait-il pas déclencher une nouvelle crise ?

Afin de palier à ce risque, une unification des 2 Corées semble l'ultime solution. Cependant, bien que l'unification limiterait à l'évidence le risque nucléaire, elle aurait

également un impact défavorable sur la situation économique de la Corée du Sud. Non pas que la « grosse économie » de la Corée du Sud ne puisse pas prendre en charge la « petite dette » de la Corée du Nord (proportionnellement parlant) ; c'est plutôt le coût lié à la convergence nécessaire entre les 2 Corées qui sera important et certainement supporté par la Corée du Sud. La solution la plus favorable pour la Corée du Sud, semble donc d'attendre avec l'unification. Cela constitue le meilleur moyen de limiter le coût du rapprochement.

4. Où vont les pays en développement ?

Nous constatons une faillite du modèle sur lequel s'est construite la prospérité des pays asiatiques ; modèle qui devait leur permettre de rattraper les pays développés. L'échec de l'expérience asiatique est intervenu après celui de l'Amérique latine, qui était basé sur un autre modèle. C'est à se demander s'il existe une division internationale du travail qui permette d'améliorer l'insertion des pays en voie de développement...

Revenons sur le constat de l'échec de ces 2 méthodes.

a. Amérique latine : substitution d'importations

A la fin des années 1930, faute de pouvoir assurer leur ravitaillement, les pays de l'Amérique latine avaient dû produire sur place ce qu'ils ne pouvaient plus importer. Cette politique, d'abord couronnée de succès n'a finalement pas fonctionné. En effet, le développement a engendré une urbanisation rapide, une hausse du niveau de vie, etc. qui créeront les causes des difficultés ultérieures. Le solde exportable s'est réduit, et malgré les barrières douanières, l'augmentation des importations contribua fortement au déficit commercial. Dès lors, il fallait soit accélérer le processus de substitution d'importations, soit exporter une partie de la production. La première solution se heurta à l'étroitesse du marché interne et à la rareté de capitaux nationaux. La deuxième solution se heurta aux barrières douanières protégeant les pays développés.

La substitution d'importations ne modifiera donc pas la division internationale du travail traditionnelle.

b. Asie : industrialisation par les exportations

Les pays d'Asie, dans les années 1980 – 1990, utilisèrent une politique d'industrialisation par les exportations, qui donna lieu à la crise décrite tout au long de cette synthèse. Nous retiendrons également que les industries créées par les investissements étrangers développèrent peu de lien avec le reste de l'économie asiatique. De plus, une menace plus grave pour l'équilibre des pays en développement mis en lumière ici est que fait que les avantages comparatifs (principalement une main d'œuvre bon marché) tendent à disparaître, entraînant avec eux les flux de capitaux. Le risque est alors que les politiques gouvernementales locales cherchent à éviter à tout prix la disparition de ces avantages comparatifs, entraînant ainsi un retard considérable dans les législations sociales.

La crise de la dette en Amérique latine a montré le non-résultat du modèle de substitution par les importations. Désormais, on peut considérer que la crise asiatique a sonné le glas de l'industrialisation par les exportations car ce modèle a conduit les pays de la région à l'effondrement de leur économie.

Est-ce qu'au lieu d'appliquer des modèles sur les pays en développement, il ne faudrait pas plutôt établir une nouvelle relation favorable entre le monde développé et ces pays en développement ?